



**Audit - Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **FONDATION LEOPOLD BELLAN**

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64 rue du Rocher  
75008 PARIS

SIREN : 775 672 165

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Conseil d'administration d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## FONDATION LEOPOLD BELLAN

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64 rue du Rocher

75008 PARIS

SIREN : 775 672 165

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres du Conseil d'Administration de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN**,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point relatif aux incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la partie « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la Fondation.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 26 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

*HALIMA BENSALAH ESSKALI*

✓ Certifié par  yousign

Halima BENSALAH

en Euros

ACTIF		31/12/2025			31/12/2024
		BRUT	Amort - Provis	NET	NET
A C T I F  I M M O B I L I S E	Frais d'établissement	1 289 070	1 165 780	123 290	66 189
	<b>Immobilisations Incorporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)</b>	<b>15 373 629</b>	<b>7 911 801</b>	<b>7 461 827</b>	<b>7 842 463</b>
	Frais de développement	74 375	63 593	10 781	14 779
	Donation temporaire d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 137 998	6 260 893	1 877 105	1 052 644
	Autres immobilisations incorporelles	6 559 876	1 587 315	4 972 561	5 109 568
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	601 381		601 381	1 665 472
	<b>Immobilisations corporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)</b>	<b>439 720 180</b>	<b>246 016 662</b>	<b>193 703 519</b>	<b>179 614 789</b>
	Terrains	33 718 613	6 967 783	26 750 830	25 955 460
	Constructions	288 070 177	169 200 456	118 869 720	122 537 089
	Installations techniques, matériel et outillage	29 557 739	23 611 828	5 945 912	5 912 271
	Autres immobilisations corporelles	63 339 276	46 236 595	17 102 682	14 958 772
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	25 034 375		25 034 375	10 251 199
	<b>Immobilisations financières : (point 4.1)</b>	<b>3 350 149</b>		<b>3 350 149</b>	<b>3 103 142</b>
	Participations et créances rattachées	1 806 617		1 806 617	1 784 166
	Autres titres immobilisés	52 922		52 922	53 491
	Prêts	82 788		82 788	93 121
	Autres immobilisations financières	1 407 822		1 407 822	1 172 363
	<b>TOTAL I</b>	<b>459 733 028</b>	<b>255 094 243</b>	<b>204 638 785</b>	<b>190 626 583</b>
A C T I F  C I R C U L A N T	<b>Stocks et en-cours</b>	<b>858 250</b>	<b>50 282</b>	<b>807 967</b>	<b>624 866</b>
	Matières premières, approvisionnements	652 493	50 282	602 211	526 265
	En cours de production de biens				
	En cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	36 501		36 501	28 151
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes	169 256		169 256	70 450
	<b>Créances (points 4.2.2, 4.3 et 4.4)</b>	<b>40 495 132</b>	<b>4 612 407</b>	<b>35 882 725</b>	<b>27 010 428</b>
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	24 477 967	4 501 170	19 976 797	15 088 116
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	14 452 238	111 237	14 341 001	10 456 821
	Charges constatées d'avance	1 564 927		1 564 927	1 465 491
	<b>Valeurs mobilières de placement (point 4.5)</b>	<b>52 935 390</b>	<b>0</b>	<b>52 935 390</b>	<b>63 102 091</b>
	Instruments financiers à terme	44 488 143	0	44 488 143	46 242 849
	Disponibilités	8 447 247		8 447 247	16 859 242
	<b>TOTAL II</b>	<b>94 288 771</b>	<b>4 662 689</b>	<b>89 626 082</b>	<b>90 682 497</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>		<b>554 021 799</b>	<b>259 756 933</b>	<b>294 264 867</b>	<b>281 309 080</b>

en Euros

	PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
F O N D S  P R O P R E S	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>56 148 591</b>	<b>56 140 870</b>
	Fonds statutaires	7 630 833	7 630 833
	Fonds propres complémentaires	48 517 758	48 510 037
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>1 459 721</b>	<b>1 467 442</b>
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 459 721	1 467 442
	<b>Ecart de réévaluation</b>	<b>13 660 729</b>	<b>13 660 729</b>
	<b>Réserves</b>	<b>66 848 192</b>	<b>63 750 666</b>
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	66 848 192	63 750 666
	<i>Dont réserves pour activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>40 898 841</i>	
	Excédents et Réserves affectés à l'investissement	25 761 288	
	Réserve de trésorerie	2 808 560	
	Réserve de compensation des déficits et charges d'amortissements	12 328 992	
	<i>Dont autres réserves</i>	<i>25 949 351</i>	
	<b>Report à nouveau : (point 5.4)</b>	<b>- 25 716 752</b>	<b>- 25 314 564</b>
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 33 827 466</i>	<i>- 30 419 535</i>
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>1 074 729</b>	<b>1 998 501</b>
	<i>Dont excédent ou déficit des activités sous gestion contrôlée</i>	<i>494 436</i>	<i>- 9 018</i>
	<b>SITUATION NETTE</b>	<b>113 475 210</b>	<b>111 654 084</b>
	<b>Fonds propres consommables</b>		
	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>29 638 706</b>	<b>26 083 841</b>
	<b>Provisions réglementées</b>	<b>5 764 388</b>	<b>5 725 911</b>
	<b>TOTAL I</b>	<b>148 878 304</b>	<b>143 463 836</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES	<b>Fonds reportés liés aux legs ou donations</b>		<b>43 303</b>
	<b>Fonds dédiés</b>	<b>26 641 071</b>	<b>23 235 766</b>
	<b>TOTAL II</b>	<b>26 641 071</b>	<b>23 279 069</b>
PROVISIONS	<b>Provisions pour risques</b>	<b>2 052 333</b>	<b>1 649 036</b>
	<b>Provisions pour charges</b>	<b>10 135 675</b>	<b>9 754 562</b>
	<b>TOTAL III</b>	<b>12 188 008</b>	<b>11 403 599</b>
D E T T E S	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)&(2)	58 132 678	56 721 437
	Emprunts et dettes financières diverses (2)	1 295 329	1 302 481
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 451 647	8 149 853
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	30 750 536	29 499 996
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 066 867	2 054 604
	Autres dettes	5 022 424	4 853 641
	Produits constatés d'avance	1 838 002	580 565
	<b>TOTAL IV</b>	<b>106 557 484</b>	<b>103 162 576</b>
CPTES DE REGUL.	<b>Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)</b>		
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>294 264 867</b>	<b>281 309 080</b>

COMPTE DE RESULTAT (en Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Cotisations</b>		
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>11 901 625</b>	<b>11 182 009</b>
<b>Ventes de biens</b>	<b>95 032</b>	<b>97 848</b>
Dont ventes de dons en nature		
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
<b>Ventes de prestations de service</b>	<b>11 806 593</b>	<b>11 084 162</b>
Dont parrainages		
<i>Dont vente de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>1 570 261</i>	
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>219 452 159</b>	<b>210 286 242</b>
<b>Concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>219 452 159</b>	
<i>Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>162 019 635</i>	
<b>Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</b>		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>281 668</b>	<b>380 037</b>
Dons manuels	281 668	
Mécénats		
Legs, donations, assurances vie	0	
<b>Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	<b>1 672 803</b>	<b>2 200 157</b>
<b>Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>88 960</b>	
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	<b>2 551 110</b>	<b>2 420 261</b>
<b>Autres produits</b>	<b>10 212 804</b>	<b>10 229 552</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>246 161 129</b>	<b>236 698 258</b>
<b>Achats de marchandises</b>	<b>3 145 552</b>	<b>2 888 607</b>
<b>Variations des stocks</b>	<b>-41 115</b>	<b>48 218</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>51 514 529</b>	<b>50 351 772</b>
<b>Aides financières</b>		
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>1 811 840</b>	<b>1 701 545</b>
<b>Salaires</b>	<b>104 069 666</b>	<b>100 345 291</b>
<b>Cotisations fiscales et sociales sur les rémunérations</b>	<b>59 403 403</b>	<b>56 726 597</b>
<b>Dotation aux amortissements</b>	<b>14 691 816</b>	<b>14 343 631</b>
<b>Dotation aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>3 476 240</b>	<b>3 652 553</b>
<b>Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</b>	<b>38 813</b>	
<b>Report en fonds dédiés</b>	<b>5 886 253</b>	<b>6 061 275</b>
<b>Autres charges</b>	<b>948 761</b>	<b>734 974</b>
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>244 945 758</b>	<b>236 854 463</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (point 6.1)</b>	<b>1 215 371</b>	<b>-156 206</b>
<b>Produits financiers</b>		
De participation	299 343	
Autres intérêts et produits assimilés	1 459 519	2 534 732
Produits nets / cessions de valeurs mobilières de placement		80 659
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux provisions pour dépréciation		54 888
Intérêts et charges assimilés	1 751 750	1 985 104
Charges nettes / cessions de valeurs mobilières de placement	0	
<b>RESULTAT FINANCIER (point 6.2)</b>	<b>7 112</b>	<b>575 399</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>1 222 484</b>	<b>1 995 949</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>49 467</b>	<b>1 944 452</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>83 524</b>	<b>298 152</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (point 6.3)</b>	<b>-34 056</b>	<b>1 646 300</b>
<b>Impôts sur les Bénéfices</b>	<b>113 698</b>	<b>116 553</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 074 729</b>	<b>1 948 941</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités sous gestion contrôlée</i>	<i>494 436</i>	<i>(9 018)</i>

COMPTE DE RESULTAT (en Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 074 729</b>	<b>1 948 941</b>
Reprise de résultat N-2	-227 945	-128 693
<b>RESULTAT EFFECTIF DE L'EXERCICE</b>	<b>846 784</b>	<b>1 820 248</b>
Dont Résultat gestion propre	580 293	1 957 960
Dont Résultat gestion contrôlée	266 491	137 712
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		
<b>RESULTAT</b>	<b>1 074 729</b>	<b>1 948 941</b>



## 1. INFORMATIONS GENERALES ET FAITS MAJEURS

### 1.1. Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Depuis sa création en 1884, la Fondation Léopold Bellan – association reconnue d'utilité publique en 1907, puis comme fondation en mai 1996.

Institution à but non lucratif, la Fondation Léopold Bellan apporte aujourd'hui les réponses les mieux adaptées à la prise en charge des besoins :

- des très jeunes enfants,
- des enfants, jeunes et adultes en situation de handicap mental, psychique ou sensoriel
- des enfants et jeunes en danger ou en difficulté sociale,
- des malades,
- des personnes âgées.

Porteuse des valeurs de solidarité et de respect des autres, elle accueille ou accompagne sans distinction d'origine, d'appartenance religieuse ou de moyens les personnes qui la sollicitent.

Principalement implantée en région parisienne (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94), la Fondation est également présente dans les départements de l'Oise (60), d'Eure-et-Loir (28) et d'Indre-et-Loire (37). Elle a vocation à atteindre, à terme, une dimension nationale.

### 1.2. Périmètre de la Fondation

Le périmètre de la Fondation Léopold Bellan a évolué en 2025 (Cf. 1.3 faits majeurs).

Les comptes annuels de la Fondation comprennent les entités de gestion sous contrôle de tiers financeurs et d'autres non contrôlées par des tiers financeurs. La liste des filiales, des établissements et services au 31/12/2025 se présente comme suit :

#### - **Gestion non contrôlée par des tiers financeurs :**

- Filiales :
  - SCI Elysées Aqueduc
  - SCI Bellan Paris 20ème
  - SCI FLB2
  - SCI Bellan Résidentiel
  - SCI Bellan Paris XVI
  - L'EURL Commandite Léopold Bellan
  - La SCA Foncière Solidaire Léopold Bellan, société mise en équivalence (20,44%)
- Association de Formation Léopold Bellan
- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
  - Une partie du fonctionnement du siège et la gestion des dons
  - Gestion des immeubles non affectés à l'objet social
  - Une partie de la gestion du portefeuille et de la trésorerie
- Les ateliers pour leur sections commerciale (Etablissements et Services d'Aide par le Travail)
  - de Bry-sur-Marne

- de Paris
  - de Noyon
  - de Montesson
  - de Chinon
  - de Magnanville
  - de l'AAE
  - de Verneuil (reprise en 2024)
- Les autres établissements à gestion propre
    - Gestion propre de Magnanville « Les amis du Château »
    - Résidences Hardouin et Sainte-Claire à Tours (pour l'hébergement)
    - Résidence de Bois-Colombes (pour l'hébergement)
    - Gestion propre du Pôle médico-éducatif de Seine-et-Marne (Section d'Enseignement Pour l'Apprentissage aux Métiers de la Nature « SEPAMENA »)
    - Dossier comptable du château de Vélors
- **Gestion contrôlée par des tiers financeurs :**
- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
    - Une partie du fonctionnement du siège (incluant les dépenses informatiques mutualisées)
    - Une partie de la gestion de la trésorerie
    - Les Centres de services partagés (CSP)
  - Secteur « Enfants & Jeunes » :
    - Les Instituts Médicaux Educatifs, Pédagogiques et Professionnels et services associés
      - Le pôle médico Educatif de Bry sur Marne (74 lits et places)
      - Le pôle médico Educatif d'Eure et Loir (D.A.M.E.) (119 lits et places)
      - Le pôle médico Educatif de l'Essonne (85 lits et places)
      - Le pôle médico Educatif de Seine-et-Marne (120 lits et places)
      - SESSAD de Melun (52 places)
      - Le Collège et Lycée « Cours Morvan »
    - Surdité
      - Pôle surdité de Paris 11  me (49 places)
      - Pôle surdité de Paris 14  me (65 lits et places)
      - Pôle surdité de l'Essonne (140 lits et places)
      - Pôle surdité de Paris 15  me (55 places)
    - Les Cr  ches
      - Crèche Léopold Bellan du 2e (Paris) (62 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 9e (Paris) (66 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 11e - Pasteur (30 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 11e - Saint Sébastien (40 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 14e (Paris) (24 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 15e - Brancion (18 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 15e - Emeriau (20 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 16e - Lorrain ( 50 berceaux)
      - Crèche Léopold Bellan du 16e - Millet (55 berceau)
    - Les Etablissement de protection de l'enfance
      - Maisons et Appartements de Courbevoie (62 lits et places)
      - Maison Léopold Bellan de Bry-sur-Marne (48 lits)
      - Maison Leopold Bellan de Fontenay-sous-Bois (43 lits)

- Secteur « Adultes handicapés » :
  - Les Ateliers (Etablissements et Services d'Aide par le Travail)
    - de Bry-sur-Marne (72 places)
    - de Paris 13ème (82 places)
    - de Montesson (90 places)
    - de Noyon (140 places)
    - de Chinon (99 places)
    - de Magnanville (39 places)
    - de l'AAE (50 places)
    - de Verneuil-en-Halatte (80 places)
  - Les Foyers d'Hébergement et services associés
    - de l'Essonne (79 lits et places)
    - de Montesson (121 lits et places)
    - de Noyon (113 lits et places)
    - de Beaumont-en-Véron (120 lits et places)
    - de Creil (63 lits et places)
    - Service d'Accueil de Jour de Noyon (20 places)
    - Service d'accueil de Jour de Septeuil (6 places)
    - AMSAD SAVS de Paris 20ème (60 places)
    - deux services d'Habitat Inclusif à Evry et Montesson (16 places)
  - Les Habitats médicalisés
    - de Septeuil (60 lits)
    - de Monchy Saint Eloi (50 lits)
- Secteurs « Patients & Malades »
  - Pôle Hospitalier de Paris (210 lits et places)
  - Hôpital de Prévention et de réadaptation de Chaumont-en-Vexin (80 lits et places)
  - Hôpital de Prévention et de réadaptation du Compiégnois (88 lits et places)
  - Hôpital de jour Lionel Vidart (40 places)
  - L'Hospitalisation à Domicile de Magnanville (35 places)
- Secteurs « Personnes âgées » :
  - Les résidences médicalisées (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « EHPAD »)
    - de Magnanville (324 lits)
    - de Septeuil (102 lits)
    - Hardouin à Tours (86 lits)
    - de la Grande Bretèche (65 lits)
    - de Bois-Colombes (82 lits)
    - de Mantes la Jolie (82 lits et 12 places pour le SAJ)
    - de Romainville (110 lits et 15 places pour le SAJ)
    - de Montesson (84 lits et 10 places pour le SAJ)
    - Sainte Claire à Tours (27 lits) (Reprise)
    - La Résidence services Senior de la Grande Bretèche (65 places)
  - Les services autonomie à domicile (Aide et Soins)
    - Service autonomie de Magnanville (180 places)
    - Service autonomie de Paris 15<sup>ème</sup> (120 places)
    - Service autonomie de Paris 20<sup>ème</sup> soins (310 places) et aide
    - Service autonomie de Compiègne (88 places)

La quote-part d'intérêt de la Fondation dans la Foncière Solidaire Léopold Bellan est de 20,44%.

### 1.3. Faits majeurs

#### Evolutions du Périmètre de la Fondation et de ses activités

- Au 1<sup>er</sup> septembre 2025, la Fondation a repris, à Paris, **le collège et lycée Morvan**, établissement d'enseignement adapté (ULIS), sous contrat avec l'Éducation Nationale. Il accueille des élèves sourds ou présentant des troubles spécifiques du langage (TSLA), de la 6<sup>e</sup> à la terminale. Collégiens et lycéens bénéficient d'un accompagnement adapté leur permettant de préparer les examens nationaux (brevet du collège, baccalauréat) et de construire sereinement leur avenir scolaire et professionnel. Cet établissement complète l'offre du Pôle Surdité Parisien qui regroupe déjà des Instituts pour Déficients Auditifs, Centres Médico-psycho-pédagogique, Services de Soutien à l'Education Familiale et à la Scolarisation et Services d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce.
- En 2025, la « **Maison des Possibles** » a ouvert ses portes. Il s'agit d'une extension de l'habitat médicalisé du Pôle Médico-social de Septeuil, qui accueille cinq adultes en situation de handicap psychique stabilisé.
- La Fondation a également acquis fin 2025 **le Château du Vélor**, dont il était locataire jusqu'alors, situé sur une parcelle attenante au site de Beaumont-en-Véron, au sein du Pôle Autonomie du Chinois.
- La Fondation opère également des transformations de son offre en concertation avec ses autorités de contrôle et de tarification, dans un contexte où les attentes des personnes accompagnées évoluent et les situations se complexifient. Cette transformation se structure autour de trois fondements : l'autodétermination et l'inclusion, la modularité de l'offre et l'ancrage territorial à travers des partenariats. Les modalités d'accompagnement sont décloisonnées, avec des dispositifs modulables, et les coopérations sont renforcées entre les champs sanitaires et médico-sociaux.

#### Evolution des règles de financement

En 2025, la Fondation a conclu **deux CPOM** :

- l'un avec le **Conseil Départemental de l'Oise**, pour ses établissements du secteur adultes en situation de handicap de l'Oise
- l'autre avec **l'ARS Hauts de France**, pour ses Ateliers de Noyon et Verneuil-sous-Halatte.

Un avenant au CPOM Ile-de-France a également été signé en 2025, avec le Conseil Départemental de l'Essonne, pour le Pôle Autonomie de l'Essonne.

Les établissements de soins à domicile sont impactés par un changement de modèle de financement amorcé en 2024, qui induit une baisse des recettes, en corrélation avec des objectifs d'activité modifiés (semaine usagers et non plus nombre de passages). Ces établissements sont également impactés par la réforme des services à domicile, qui vise à **simplifier, renforcer et sécuriser l'offre d'aide et de soins à domicile** en rapprochant, puis en fusionnant progressivement les **SAAD** (services d'aide et d'accompagnement à domicile), et les **SSIAD** (services de soins infirmiers à domicile). La Fondation est pleinement engagée dans cette démarche, qui a conduit à signer une convention de coopération avec un service d'Aide situé dans les Yvelines.

Le **secteur Patients**, pour ses activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR), est quant à lui impacté positivement par un changement de financement amorcé en 2024.

Les établissements médico-sociaux faisant l'objet d'un CPOM, en particulier le CPOM Ile-de-France, se sont vus notifier en 2025 **une reprise de dotation au titre de 2024**, en raison de la non-atteinte des objectifs d'activité. Ce mécanisme inscrit dans les contrats CPOM, appliqué pour la première fois de façon massive, a engendré une reprise de dotation globale de 465 K€ pour l'ensemble du périmètre. Dans ce contexte, la

Fondation a fait le choix de provisionner le risque de reprise pour non atteinte d'objectifs d'activité de l'exercice 2025 également, à hauteur de moitié du risque, pour 349 K€.

La **réforme Serafin-PH**, annoncée depuis plusieurs années, a également été amorcée en 2025. Cette réforme vise à proposer un nouveau dispositif d'allocation de ressources aux services et établissements médico-sociaux qui accompagnent les personnes en situation de handicap. Sans impact sur le financement en 2025, la première phase (dédiée à la construction des outils qui permettront une allocation de ressources renouvelée) a conduit des premiers recueils de données pour les établissements du secteur des enfants en situation de handicap.

#### Plan d'action relatif aux établissements

**Concernant les EHPADs**, la Fondation a poursuivi ses démarches de plan de retour à l'équilibre, avec une évolution positive de certains de ses indicateurs. La Fondation a également intensifié ses actions auprès des autorités de contrôle et de tarification, et a pu obtenir la **réévaluation de ses coupes Pathos** pour l'ensemble de ses établissements. Les enveloppes complémentaires sur les dotations soins qui en découlent impacteront les comptes 2026 pour les EHPADs des Yvelines, et 2027 pour la Résidence médicalisée de Romainville.

Depuis 2024, la Fondation a engagé une **structuration progressive de la fonction achats**, afin de mieux accompagner ses établissements tout en respectant leur autonomie. Cette démarche est pilotée au Siège par une **Responsable des achats**, qui a travaillé en 2025 sur différents appels d'offres, notamment les énergies, l'incontinence, le personnel intérimaire, la restauration externalisée de certains établissements, la location de véhicules et la mise en place de contrats groupes ou mercuriales (matériel, mobilier, etc.).

Enfin, en 2025, la Fondation a poursuivi sa démarche ambitieuse de **politique éco-responsable**, avec la mise en place d'une priorisation des investissements et actions favorisant la transition écologique.

#### Nouveaux règlements comptables :

L'exercice clos le 31 décembre 2025 a été marquée par l'application des nouveaux règlements comptables ANC N° 2022-06 et ANC 2023-03

#### Projets d'investissements de la Fondation

La Fondation Léopold Bellan porte un programme d'investissements immobiliers ambitieux sur différents sites.

- La **reconstruction et restructuration du Pôle gérontologique de Magnanville**, dont le budget global s'élève à 34,5 M€ : un nouveau bâtiment est en cours de livraison pour février 2026, avant d'engager la réhabilitation des bâtiments existants jusqu'en octobre 2028.
- À Combs-la-Ville, le **déménagement du Pôle épilepsie de Créteil** donne lieu à la construction d'un nouvel ensemble de 24,3 M€, avec ateliers, hôpital de jour et maison d'accueil spécialisé de 40 places, dont la livraison est prévue en janvier 2027.
- À Creil, la **reconstruction du Foyer de l'Étincelle** (Pôle autonomie), d'un coût de 11,4 M€, permettra la création de 61 logements indépendants adaptés PMR, avec une livraison complète envisagée fin 2027.
- La **relocalisation du Collège et Lycée Morvan** dans le 14ème arrondissement de Paris a nécessité 3,1 M€ de travaux, financés notamment par emprunt et mécénat, avec une inauguration prévue au printemps 2026.
- Enfin, la Fondation engage plusieurs opérations de rénovation et d'extension dans ses hôpitaux (Magnanville, Monchy-Saint-Éloi, hôpital gériatrique du 14ème, hôpital du 10ème), ainsi qu'un programme transversal d'audits énergétiques et de travaux liés à la transition écologique, en application du Décret tertiaire.

#### 1.4. Evénements postérieurs à la clôture

- Par traité d'apport partiel d'actifs du 24 octobre 2025, la Fondation Léopold Bellan a transmis la branche d'activité autonome dédiée à la petite enfance composée de 9 crèches situées à Paris à l'association CRESCENDO, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.  
La date du transfert est le 31/12/2025 .

L'actif net apporté évalué à la date du 31/12/2024 s'élève à 6.783.613 €. Le passif pris en charge à la même date est de 6.789.529 € soit un actif net de -5.913€.

La transmission universelle d'actifs dans le cadre du présent apport, à l'exclusion expresse de toute reprise des déficits antérieurs et/ou des dépenses rejetées supportées par l'APPORTEUSE, lesquels s'élèvent à un montant cumulé de 3,24 millions d'euros sur la période 2018 à 2024 inclus, montant auquel s'ajoutera le résultat de l'exercice 2025

- Le Conseil d'Administration du 16 octobre 2025 a accepté deux legs pour un total de XXX :
  - le premier est de 422 K€ composés de ligne de portefeuille titres.
  - le deuxième de 1.963 K€ où la fondation désignée comme légataire universel soumis à deux conditions.

Aucun encaissement n'a eu lieu sur l'exercice clos le 31 12 2025

- L'instruction interministérielle n °DGOS/FIP3/DSS/1A/DGFIP/GP-1B/2026/8 du 20 février 2026 relative au traitement et à l'apurement du solde restant de la créance dite « article 58 » a été publiée au BO du 25 /02/2026.  
L'objectif est d'établir le solde de la créance restant du puis de procéder au versement (avec un objectif d'apurement du solde de la créance sur L'année 2026).  
Au 31 décembre 2025, le montant de ladite créance s'élève à 983K€.

## 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1 Principes comptables retenus par la Fondation

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2025 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels de la Fondation ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n° 2018- 06 du 05 décembre 2018, modifié par les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) :

- *Du règlement N 2022-06 du 4 novembre 2022 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif à la modernisation des états financiers et modifiant le règlement ANC du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;*

- *Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité et notamment le règlement N 2023-03 de l'ANC du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ;*
- *Du règlement N° 2019-04 de l'ANC du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;*
- *de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 22 décembre 2025 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.*

## **2.2 Changement de méthode comptable**

### **Changement de réglementation comptable**

Le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Il en est de même pour le règlement ANC 2023- 03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.

Ainsi, pour L'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, la Fondation présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ces Règlements.

**La première application du Règlement correspond au changement de réglementation, donc au changement de méthode comptable**, y compris lorsque les conséquences de ce changement n'ont d'incidence que sur la présentation des états financiers.

Les dispositions du Règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

### **Changement de présentation des comptes annuels:**

Lors du premier exercice d'application, la Fondation présente le bilan et le compte de résultat conformément aux modèles figurant dans le présent règlement.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés en conformité avec les comptes certifiés.

Par simplification, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés, dans la colonne « Exercice N-1 », dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements).

### **Changement de méthode comptable :**

A l'occasion de la première application des nouvelles dispositions du Règlement (*nouvelle définition du résultat exceptionnel, nouveaux schémas d'écritures comptables liés à la suppression de la technique des transferts de charges, simplification du plan de comptes*) nous avons revu nos principes de comptabilisation synthétisés ci-dessous :

	Avant application des règlements ANC n° 2022-06 / 2023-03	Après application des règlements ANC n° 2022-06 / 2023-03
<b>Valeurs comptables / Produits de cession des éléments d'actif cédés</b>		
Immobilisations corporelles et incorporelles	Résultat exceptionnel	Résultat d'exploitation
Immobilisations financières	Résultat exceptionnel	Résultat financier
<b>Autres éléments</b>		
QP des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	Résultat exceptionnel	Résultat d'exploitation
<b>Principaux Transferts de charges</b>		
Charge non inscrite dans le compte adéquat	Transfert de charges	Crédit du compte de charges débité initialement en contrepartie du débit du compte de charges approprié
Refacturations diverses		Inscription au crédit du compte 708 « Produits des activités annexes » ou du compte 7084 « Mise à disposition de personnel facturée »
Remboursements reçus en compensation de charges de personnel		Inscription au crédit des comptes de charges de personnel
Indemnités d'assurance		Inscription en Autres produits selon la liste prévue au PCG

### 2.3 Changement d'estimation

La Fondation n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif

### 2.4 Correction d'erreur

La Fondation n'a comptabilisé aucune correction d'erreur significative

### 2.5 Organisation comptable

Les comptes annuels de la Fondation, seule entité juridique qui dispose de la personnalité morale et de la capacité à gérer les établissements qui lui sont attachés et placés sous contrôle de tiers financeurs, sont la transcription comptable de son action 2025.

La tenue de comptabilité dans la Fondation est décentralisée dans les établissements, toutefois des centres de service partagés se sont mis en place depuis novembre 2020 pour sécuriser les processus de comptabilité et de paie.

La comptabilité de la Fondation est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sociale ou médico-sociale (EHPAD, AMSAD, SESSAD, SSIAD, ESAT, centres d'habitat et services associés, FAM, IME/IMPro, Foyers d'accueil pour l'enfance, Centres pour les enfants et jeunes atteints de



surdité) ou à des structures sanitaires (hôpital, centre de rééducation fonctionnelle, centre de réadaptation cardiaque, hôpital à domicile).

## **2.6 Comptes de liaison**

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison (181 4 « Fonctionnement avec le Siège », 181 1 « Investissement », 181 2 « Trésorerie », 186 « Inter- tablissements »).

La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de la Fondation.

Au 31 décembre 2025, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les  tats financiers combinés de la Fondation.

## **2.7 Détermination du résultat**

Le résultat comptable de la Fondation est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- des résultats sous contrôle du tiers financeur.

70  tablissements et services sur 89, y compris le siège, sont sous contrôle des ARS ou des Conseils départementaux ou de la Ville de Paris, qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF.

En ce sens, deux niveaux de résultat apparaissent :

- le résultat comptable (Règlement ANC N  2014-03, voir tableau 3.1) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
- le résultat effectif (cf. 3.2) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat antérieur repris par les tiers financeurs.

## **2.8 Immobilisations et amortissements**

**Les immobilisations incorporelles** regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1 r établissement.

**Les immobilisations corporelles** regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel.

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

**Les amortissements** sont calculés de façon linéaire l'année de leur acquisition « au prorata temporis ».

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

. Construction sur sol propre	=	30, 40 et 50 ans
. Installations générales, agencements constructions	=	10 et 15 ans
. Installations techniques, matériels et outillages industriels	=	5, 10 et 15 ans
. Matériels de transport	=	5 ans
. Matériels de bureau et informatique	=	5 ans
. Mobiliers	=	5 et 10 ans

**Particularité du secteur ESMS** : Les règlements comptables relatifs aux actifs immobilisés dans les associations et fondations, notamment la comptabilisation des immobilisations par composants ont été appliqués pour les établissements les plus importants de la Fondation : l'Hôpital, les établissements des

Yvelines (l'EHPAD de Magnanville, l'EHPAD et le FAM de Septeuil) et l'IMPro de Vayres sur Essonne. Les nouveaux établissements et les établissements restructurés ont également respecté cette règle.

L'écart de la dotation aux amortissements est de 159 K€. Les retraitements suivants ont été réalisés dans les comptes, au titre de l'affectation de résultat 2024 :

**Comptes 115921 - Amortissements comptables excédentaires différés**

	Solde au 31/12/2024	Affectation de résultat N-1	Solde au 31/12/2025
Pôle médico-social de Septeuil	-1 781 426	-158 670	-1 622 756
Pôle médico-éducatif de l'Essonne	-1 514 754	0	-1 514 754
Résidence médicalisée de Magnanville	-45 557	0	-45 557
<b>Total Compte</b>	<b>-3 341 737</b>	<b>-158 670</b>	<b>-3 183 067</b>

Il est à noter que l'établissement de Vayres sur Essonne étant inclus dans un CPOM, il n'a pas été procédé à un tel retraitement du résultat administratif pour le surcoût d'amortissement de cet établissement (162 K€). Le total des amortissements excédentaires différés s'élève à 3 183 K€ au 31 décembre 2025.

**Dépréciation des immobilisations** : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif.

## **2.9 Créances usagers et autres créances**

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles. C'est le cas lorsque les autorités de tutelle et de tarification contestent le règlement de certaines créances antérieures.

## **2.10 Valeurs mobilières de placement et autres titres**

Les placements détenus par la Fondation sont principalement constitués de contrats de capitalisation, de comptes à terme à revenu progressif, de comptes sur livrets et des placements obligataires.

Pour les titres, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle correspond au dernier cours de l'exercice.

## **2.11 Provisions et réserves réglementées**

Les provisions réglementées ont été reprises par le règlement ANC-2019-04 et correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 décembre 1985),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, confirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, réaffirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008).

## **2.12 Subventions d'investissement**

Le règlement ANC n° 2014-03 donne le choix entre deux méthodes comptables, dont aucune n'est qualifiée de méthode de référence, pour les subventions d'investissement.

Ainsi, deux options sont offertes à l'entité :

- la subvention peut être enregistrée en totalité en produits ,
- la subvention peut être enregistrée dans les capitaux propres au compte 13 (PCG art. 941-13)

La Fondation enregistre les subventions d'investissements reçues dans les capitaux propres.

Les reprises de subventions d'investissement comptabilisées dans le compte 131 ou 138 sont intégrées dans un compte 747 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

### **2.13 Provisions pour risques et charges**

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par la Fondation pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour départ à la retraite, des provisions pour litiges.

### **2.14 Fonds dédiés et fonds reportés**

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par la Fondation et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan avant les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets correspondent à des financements versés par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à la Fondation qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

Les fonds reçus en cours d'exercice et non utilisés à la clôture sont portés au bilan dans les comptes de fonds dédiés par le biais d'un compte de charge intitulé : « Reports en fonds dédiés ». Ce compte figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

A l'inverse, quand des fonds reçus lors d'un exercice antérieur ont été utilisés au cours de l'exercice conformément aux engagements pris, les fonds sont rapportés au compte de résultat par le biais de comptes de produits : « Utilisation des fonds dédiés ». Ces comptes figurent également sur une ligne distincte du compte de résultat.

### **2.15 Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps**

**Provisions pour congés annuels** : la Fondation enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.

## **3. INFORMATIONS RELATIVES A LA FORMATION DU RESULTAT**

### 3.1. Résultat comptable

Le résultat comptable de la Fondation se décompose ainsi :

En €	2025	2024
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	494 436	-9 018
Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	580 541	1 957 960
<b>Résultat comptable total</b>	<b>1 074 978</b>	<b>1 948 942</b>

### 3.2. Résultat effectif sous contrôle du tiers financeur

La définition de ces deux niveaux de résultat a été rappelée précédemment (paragraphe 2.5).

En €	2025	2024
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	494 436	-9 018
Reprise de résultat N-2 validé par les tiers financeurs	-227 945	-128 693
<b>Résultat effectif</b>	<b>266 491</b>	<b>-137 711</b>

## 4. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

### 4.1 Etat des actifs immobilisés

		Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentation par acquisitions	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	H07.Actif TI.1.1.1	1 176 811		118 935			1 289 070
Frais de recherche et de développement	H07.Actif TI.1.2.1	75 829				-6 676	74 375
Concessions, brevets et droits similaires	H07.Actif TI.1.3.1	6 636 087		391 857	1 166 279	-1 454	8 137 998
Autres immobilisations incorporelles	H07.Actif TI.1.4.1	6 559 876				-56 224	6 559 876
Immobilisations incorporelles en cours	H07.Actif TI.1.6	1 665 472		648 342	-1 707 033	-5 400	601 381
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>H08.Actif TI.1B</b>	<b>16 114 074</b>	<b>0</b>	<b>1 159 134</b>	<b>-540 755</b>	<b>-69 754</b>	<b>16 662 699</b>
Terrains	H07.Actif TI.2.2.1	32 832 693	437 065	20 379	428 476		33 718 613
Constructions	H07.Actif TI.2.3.1	284 132 638	437 065	898 969	4 065 669	-1 464 164	288 070 177
Installations techniques, matériel et outillage	H07.Actif TI.2.4.1	28 634 049		1 350 051	124 515	-550 875	29 557 739
Autres immobilisations corporelles	H07.Actif TI.2.6.1	57 927 408	1 148 989	4 388 670	885 046	-1 010 837	63 339 276
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	H07.Actif TI.2.7	10 251 199	2 943 084	17 370 172	-4 962 951	-567 129	25 034 375
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>H08.Actif TI.2B</b>	<b>413 777 986</b>	<b>4 966 204</b>	<b>24 028 241</b>	<b>540 755</b>	<b>-3 593 005</b>	<b>439 720 180</b>
Participations et créances rattachées	H07.Actif TI.3.1.1	1 784 166		327 229		-304 778	1 806 617
Autres titres immobilisés	H07.Actif TI.3.2.1.1	53 491		153		-722	52 922
Prêts	27400000	93 121				-10 333	82 788
Autres immobilisations financières	H07.Actif TI.3.2	1 172 363	168 896	78 917		-12 354	1 407 822
<b>Immobilisations financières</b>	<b>H08.Actif TI.3B</b>	<b>3 103 142</b>	<b>168 896</b>	<b>406 298</b>	<b>0</b>	<b>-328 187</b>	<b>3 350 149</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>H08.Actif TI.B</b>	<b>432 995 201</b>	<b>5 135 099</b>	<b>25 593 673</b>	<b>0</b>	<b>-3 990 946</b>	<b>459 733 028</b>

### Immobilisations incorporelles

Les **acquisitions** d'immobilisations incorporelles de l'exercice s'élèvent à 1 159 K€. Elles comprennent des acquisitions de logiciels, notamment destinés aux dossiers de l'utilisateur et à la gestion des temps.

### **Immobilisations corporelles**

Les **reprises d'établissements** ont engendré une variation positive des immobilisations corporelles de 4 966 K€.

Les **acquisitions** d'immobilisations corporelles de l'exercice s'élèvent à 24 076 K€ dont :

- 10 251 K€ pour le Pôle gériatrique de Magnanville, qui poursuit des travaux de rénovation totale débutés en 2022
- 5 247 K€ d'investissement pour le projet de déménagement et restructuration des activités du pôle épilepsie de Créteil à Combs-la-Ville qui comprend l'achat d'un terrain, la construction d'un atelier de 50 places, un hôpital de jour de 20 places et une nouvelle Maison d'Accueil Spécialisée de 40 places.
- 2 989 K€ pour le projet de restructuration des Habitats de Creil.
- 1 119 K€ pour les autres établissements du secteur Adultes Handicapés, avec notamment des renouvellement d'équipements (en particulier pour les ateliers) et aménagements divers.
- 2 040 K€ pour les établissements du secteur Enfants et Jeunes, avec du renouvellement d'équipements, divers aménagements et l'acquisition et les travaux d'un appartement liés à l'extension des Maisons et appartements de Courbevoie
- 1 615 K€ sur le reste du secteur des Personnes âgées, avec notamment la poursuite de rénovation par phase des chambres de la résidence Médicalisée de Bois Colombes, ainsi que des agencements et renouvellements divers dans les autres résidences Médicalisées de la Fondation
- 729 K€ pour le secteur des Patients, essentiellement pour le renouvellement d'équipement et matériels pour les trois établissements de Soins Médicaux et de Réadaptation.
- 85 K€ relatifs aux investissements du siège, en particulier informatique

Les principales **prises en service d'immobilisations en cours**, pour un montant total de 4 962 K€ ont concerné principalement les projets suivants :

- 3 081 K€ pour la livraison des travaux d'installation des Cours Morvan sur leur nouveau site, situé dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.
- 1 020 K€ relatifs à la mise en service de l'acquisition et les travaux liés à l'extension des Maisons et appartements de Courbevoie
- 184 K€ sur le reste du secteur Enfants et Jeunes avec des mises en service de divers aménagements
- 73 K€ au titre des établissements du secteur des Adultes en Situation de Handicap
- 604 K€ sur les secteurs Patients et Personnes âgées.

## 4.2 Etats des amortissements et des dépréciations

### 4.2.1 Etat des amortissements et dépréciations des immobilisations

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotations	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 110 622		61 835		-6 676	1 165 780
Frais de recherche et de développement	61 050		3 997		-1 454	63 593
Concessions, brevets et droits similaires	5 583 443		733 675		-56 224	6 260 893
Autres immobilisations incorporelles	1 450 307		137 008			1 587 315
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>8 205 422</b>		<b>936 514</b>		<b>-64 354</b>	<b>9 077 582</b>
Terrains	6 877 233		90 550			6 967 783
Constructions	161 595 549		9 068 754	317	-1 464 164	169 200 456
Installations techniques, matériel et outillage	22 721 778		1 430 464	-2 182	-538 233	23 611 828
Autres immobilisations corporelles	42 968 636	1 085 225	3 165 534	1 865	-984 665	46 236 595
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	0					0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>234 163 196</b>	<b>1 085 225</b>	<b>13 755 302</b>	<b>0</b>	<b>-2 987 062</b>	<b>246 016 662</b>
Autres immobilisations financières						
<b>Immobilisations financières</b>						
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>242 368 618</b>	<b>1 085 225</b>	<b>14 691 816</b>	<b>0</b>	<b>-3 051 416</b>	<b>255 094 243</b>

### 4.2.2 Etat des dépréciations de l'actif circulant

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Dotations	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Stocks et en cours	183 824			-133 541	50 282
Créances	3 788 219	6 251	2 613 524	-1 673 252	4 734 742
Valeurs mobilières de placement	54 888			-54 888	0
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 026 931</b>	<b>6 251</b>	<b>2 613 524</b>	<b>-1 861 681</b>	<b>4 785 024</b>

### 4.2.3 Etat des avances et acomptes versés sur commande

Les avances et acomptes versés sur commande s'établissent à 169 K€ et n'appellent pas de commentaire particulier.

### 4.3 Etat des Créances

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	1 543 532	515 823	1 027 708
<b>Actif immobilisé</b>	<b>1 543 532</b>	<b>515 823</b>	<b>1 027 708</b>
Redevables, usagers & comptes rattachés	24 600 302	24 600 302	0
Autres créances	14 329 903	14 329 903	0
Charges constatées d'avance	1 564 927	1 564 927	0
<b>Actif circulant et comptes de régularisation</b>	<b>40 495 132</b>	<b>40 495 132</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>42 038 663</b>	<b>41 010 955</b>	<b>1 027 708</b>

Sur les 24,6 M€ de créances brutes figurant à l'actif sous la terminologie « redevables, usagers et comptes rattachés », une somme de 1 M€ concerne la créance CPAM - prix de journée 1984 des établissements financés par la Dotation Globale (Secteur Sanitaire).

Concrètement, cette somme de 983 K€ qui apparaît ancienne, qui compose l'essentiel des créances « redevables, usagers » à plus d'un an, n'est en fait qu'un simple décalage de règlement dans le temps et il n'y a pas lieu de provisionner cette créance malgré son ancienneté.

Le solde des créances « redevables usagers et comptes rattachés », concerne le prix de journée ou la dotation globale des établissements contrôlés par des tiers financeurs, la vente des produits ou les prestations des établissements et services d'aide par le travail.

L'instruction interministérielle n °DGOS/FIP3/DSS/1A/DGFIP/GP-1B/2026/8 du 20 février 2026 relative au traitement et à l'apurement du solde restant de la créance dite « article 58 » a été publiée au BO du 25/02/2026.

L'objectif est d'établir le solde de la créance restant du puis de procéder au versement (avec un objectif d'apurement du solde de la créance sur l'année 2026).

Au 31 décembre 2025, le montant de ladite créance s'élève à 983K€. Elle va être remboursée sur 2026.

### 4.4 Autres créances

**Les autres créances augmentent de 3 884 K€,** elles concernent principalement les postes suivants :

- L'Etat et autres collectivités publiques pour + **1 242 K€**.
- Les avances au personnel et créances sur les organismes sociaux pour + **42 K€**
- Les remboursements de TVA demandés, pour + **2 858 K€**
- Les produits à recevoir et les autres débiteurs divers en baisse de **270 K€**

### 4.5 Valeurs mobilières de placement

**Ce poste correspond à des placements de trésorerie.**

Ces placements, disponibles à court terme, se composent comme suit :

En K€	2025	2024
Comptes sur livret	6 104	86
Comptes à terme	5 942	14 648
Contrats de capitalisation	15 067	14 664
Produits structurés	7 381	7 381
Actions et parts sociales	409	311
Obligations et fonds diversifiés	9 585	9 154
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>44 488</b>	<b>46 243</b>

Catégorie de titres (en K€)	Valeur comptable	Valorisation des titres au 31/12/N	Plus value latente	Moins value latente
Actions				
Obligations	4 591	4 604	81	30
OPCVM				
<b>Total</b>	<b>4 591</b>	<b>4 604</b>	<b>81</b>	<b>30</b>

## 5 INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

### 5.1 Fonds propres

Les Fonds propres (anciennement appelés fonds associatifs) avec et sans droit de reprise sont stables.

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	56 140 870				7 722	56 148 591
Fonds propres pouvant être repris	1 467 442				-7 722	1 459 721
<b>Total</b>	<b>57 608 312</b>		<b>0</b>			<b>57 608 312</b>

### 5.2 Dotation non consommable

Conformément à l'article 11 des statuts de la Fondation, la dotation non consommable s'élève à un montant de 7 630 833 €. Elle est constituée d'actifs immobiliers.

### 5.2 Ecart de réévaluation

Au 31 décembre 2025, l'écart des réévaluations s'élève à 13 660 729 €, et se décompose comme suit :



Etablissements	Réévaluation (€)
Siège de la Fondation	8 823 785
Résidence médicalisée de Magnanville	1 524 490
Résidence médicalisée de Bois-Colombes	1 219 592
Maisons et Appartements de Courbevoie	533 572
Ateliers de Bry-Sur-Marne	533 572
Résidence médicalisée de Septeuil	457 347
Maison de Bry-Sur-Marne	266 828
Hôpital de prévention et de réadaptation de Chaumont-en-Vexin	152 449
Hôpital de prévention et de réadaptation du Compiègnais	149 095
<b>TOTAL</b>	<b>13 660 729</b>

### 5.3 Etat des réserves

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Augmentations	Diminutions	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Réserves d'investissement	40 627 375		2 557 998			43 185 373
Réserves de trésorerie	5 304 273					5 304 273
Réserves de compensation des déficits	8 067 082		251 367			8 318 449
Réserves de compensation d'amort.	3 722 383		288 161			4 010 544
Autres réserves	6 029 554					6 029 554
<b>Total des Réserves</b>	<b>63 750 666</b>		<b>3 097 526</b>			<b>66 848 192</b>

Le poste « réserve d'investissement » constitue une réserve, dotée par l'affectation du résultat excédentaire pour financer des projets d'investissements. Le poste « réserve d'investissement » augmente de 2 558 K€ par rapport à 2024, imputables aux affectations de résultats.

Le poste « autres réserves » n'évolue pas.

La rubrique « réserve de compensation » est augmentée ou diminuée par les autorités de tarification des établissements sous contrôle de tiers financeurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs laissés exceptionnellement et provisoirement à disposition de l'établissement concerné ou de financer des surcoûts de charges d'amortissements.

Au 31/12/2025, les réserves destinées à financer les déficits futurs s'élèvent à 8 318 K€ et celles destinées à financer les surcoûts de charges d'amortissements à 4 010 K€.

La rubrique « réserve de trésorerie/ excédent affectée à la couverture du BFR » s'élève 5 304 K€.

### 5.4 Report à Nouveau

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminutions	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
<b>Total du Report à nouveau</b>	<b>-25 314 564</b>	<b>754 397</b>	<b>-1 156 584</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-25 716 752</b>

Globalement le report à nouveau débiteur augmente de 403 K€, pour 1 157 K€ s'expliquant par l'affectation du résultat 2024 proposée par le Conseil d'Administration et pour 754 K€ s'expliquant par la reprise du Cours Morvan.

## 5.5 Subventions d'investissements

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Subventions	45 368 135	234 646	5 437 835	-34 079		51 006 537
Reprise des subventions	-19 284 294	-195 272		-1 888 266		-21 367 831
<b>Total des Subventions</b>	<b>26 083 841</b>	<b>39 374</b>	<b>5 437 835</b>	<b>-1 922 345</b>	<b>0</b>	<b>29 638 706</b>

Les subventions d'investissements augmentent de 5 438 K€ sous l'effet des financements de projets dont 3 000 K€ pour le déménagement du pôle épilepsie de Créteil à Combs-la-Ville et 1 478 K€ pour la restructuration du pôle gériatrique de Magnanville.

La diminution par reprise est de 1 922 K€, sous l'effet des reprises de résultat.

## 5.6 Etat des provisions réglementées

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Provisions destinées à renforcer le BFR	1 959 811					1 959 811
Différence sur réalisation d'actif	3 092 486		68 944	-2 154		3 159 276
Autres	673 614		13 125	-41 437		645 302
<b>Total des Provisions réglementées</b>	<b>5 725 911</b>		<b>82 069</b>	<b>-43 592</b>		<b>5 764 388</b>

## 5.7 Etat des fonds dédiés

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Variation par virements de poste à poste	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	16 588 890		4 143 122	59 860	-746 822	20 045 050
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	4 931 555		1 668 743	-103 523	-1 141 173	5 355 603
Fonds dédiés liés à la générosité du public	1 758 624		204 070	-7 456	-714 820	1 240 418
<b>Fonds reportés et dédiés</b>	<b>23 279 069</b>	<b>0</b>	<b>6 015 935</b>	<b>-51 119</b>	<b>-2 602 815</b>	<b>26 641 071</b>

Ce poste représente des fonds de différentes natures (ouverture de nouvelles activités, formations, déménagements, dispositifs médicaux...).

Conformément à la mise en application des règlements ANC n° 2108-06 et 2019-04, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la provision réglementée pour renouvellement des immobilisations est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

## 5.8 Etat des provisions pour risques et charges

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Variation par virements de poste à poste	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Provisions pour litiges	914 584		442 416		-273 500	1 083 500
Autres provisions pour risques.	734 452		384 903		-150 522	968 833
<b>Provisions pour risques</b>	<b>1 649 036</b>		<b>827 319</b>		<b>-424 022</b>	<b>2 052 333</b>
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 696 657	30 635	500 193		-255 782	7 971 702
Provisions pour grosses réparations.	1 030 259		152 000	-70 000	-2 509	1 109 750
Autres provisions pour charges.	1 027 646		66 260	70 000	-109 685	1 054 221
<b>Provisions pour charges</b>	<b>9 754 562</b>	<b>30 635</b>	<b>718 453</b>	<b>0</b>	<b>-367 975</b>	<b>10 135 675</b>
<b>Provisions pour Risques, Charges &amp; Fonds dédiés</b>	<b>11 403 599</b>	<b>30 635</b>	<b>1 545 772</b>	<b>0</b>	<b>-791 997</b>	<b>12 188 008</b>

## 5.9 Etat des dettes financières

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Souscription de nouveaux emprunts	Remboursements	Variation par virements de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Emprunts auprès des établis de crédit.	56 721 216	1 669 439	3 984 415	-4 242 704		58 132 366
Emprunts assortis de conditions part.	217 288			-51 886		165 403
<b>Dettes financières</b>	<b>56 938 504</b>	<b>1 669 439</b>	<b>3 984 415</b>	<b>-4 294 589</b>	<b>0</b>	<b>58 297 769</b>

Plusieurs nouveaux emprunts ont été souscrits en 2025 ou ont fait l'objet de tirages complémentaires.

		Valeur fin d'exercice	A un an au plus	de 2 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	H08.EEC	58 132 366	4 010 947	15 064 898	39 056 521
Emprunts assortis de conditions particulières	H08.ECP	165 403	45 783	96 370	23 250
Découverts bancaires	H08.COB	0	-4 999 931	100 641	4 899 290
Dépôts et cautionnements reçus	H08.DCR	1 031 202	637 085	133 632	260 484
Intérêts courus.	H08.INT	98 725	98 725		
<b>Total des dettes à caractère financier</b>		<b>59 427 695</b>	<b>-207 391</b>	<b>15 395 542</b>	<b>44 239 545</b>

## 5.10 Etat des dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « dettes fournisseurs et comptes rattachés » comprend les dettes sur achats liées à l'activité courante de la Fondation.

L'évolution par rapport à l'exercice précédent est de - 698 K€.

## 5.11 Etat des dettes sociales et fiscales

Le poste dettes sociales et fiscales comprend le personnel et comptes rattachés, les provisions pour congés à payer (charges comprises), les organismes sociaux et comptes rattachés, et l'état et collectivités publiques. Elles augmentent de + 1 251 K€ par rapport à 2024, sous l'effet notamment de la mise en œuvre de la loi n° 2024-364 du 22 avril 2024, dite loi "DDADUE" (Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne) qui permet l'Acquisition de congés payés pendant un arrêt maladie, de la mise en place du Ségur pour tous et du changement de périmètre.

## 5.12 Etat des dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Le poste « dettes sur immobilisations et comptes rattachés » correspond aux dettes sur les fournisseurs d'immobilisations. Ce poste est relativement stable par rapport à 2024 (+12 K€).

## 6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 6.1 Résultat d'exploitation (+ 1 215 K€ en 2025 vs -156 K€ en 2024)

#### **Les produits d'exploitation évoluent de + 9 463 K€.**

Les ventes de biens et services sont en hausse de 719 K€. Le chiffre d'affaires des ESAT est en baisse de 353 K€, les revenus des chambres particulières en hausse de 110 K€. Ces produits sont impactés notamment par les locations immobilières et autres produits d'activité annexes.

Les produits de tiers financeurs et produits de la tarification augmentent de 9 166 K€. Ce montant est impacté par l'évolution du plan comptable, avec une comptabilisation des quotes-parts de subventions, pour un montant de 1 922 K€ (comptabilisé en exceptionnel en 2024). En dehors de cet impact, l'évolution est liée aux recettes complémentaires au titre du financement des nouveaux dispositifs, des nouvelles règles de financement des SMR et des crédits non reconductibles.

#### **Les charges d'exploitation évoluent de + 8 091 K€.**

Les rémunérations augmentent, de 3 724 K€, sous l'impact de l'évolution des effectifs, ainsi que la progression du SMIC et des primes et revalorisation de salaires accordées.

Les charges fiscales et sociales sur rémunérations sont en hausse de 2 677 K€.

Les autres achats et charges externes augmentent de 1 163 K€ (soit +2,73%).

Cette évolution, qui s'explique en partie par une évolution des coûts des énergies (+ 346 K€), la mise en place de nouveaux dispositifs et l'intégration d'une nouvelle structure, ainsi que la hausse d'activité globale des établissements.

### 6.2 Résultat financier (+7 K€ en 2025 vs +575 K€ en 2024)

Les produits financiers diminuent de 856 K€, passant de 2 615 K€ en 2024 à 1 759 K€ en 2025.

Les charges d'intérêt d'emprunt diminuent de 288 K€, passant de 2 039 K€ en 2024 à 1 752 K€ en 2025.

### 6.3 Résultat exceptionnel (-34 K€ en 2025 vs + 1 646 K€ en 2024)

Les produits exceptionnels comprenaient en 2024 les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat pour 1 578 K€. Ces produits sont désormais comptabilisés en exploitation.

### 6.4 Résultat Effectif (+ 847 K€ en 2025 vs 1 820 K€ en 2024)

RESULTAT DE L'EXERCICE	1 074 729	1 948 941
Reprise de résultat N-2	-227 945	-128 693
RESULTAT EFFECTIF DE L'EXERCICE	846 784	1 820 248
Dont Résultat gestion propre	580 293	1 957 960
Dont Résultat gestion contrôlée	266 491	137 712

## 6.5 Compte de résultat par origine et destination et compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

### Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte. Il permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de la Fondation dans une perspective de continuité d'activité.

Le CROD présente les ressources de la Fondation par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. Il comporte deux colonnes avec le comparatif avec l'exercice antérieur.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat. La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2025		2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
1,1 Cotisations sans contreparties				
1,2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	281 668	281 668	380 037	380 037
- Legs, donations et assurances-vis				
- Mécénat				
1,3 Autres produits liés à la générosité du public				
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
2,1 Cotisations avec contreparties				
2,2 Parainage des entreprises				
2,3 Contributions financières sans contrepartie				
2,4 Autres produits non liés à la générosité du public	236 686 953		229 796 568	
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	4 725 483		4 725 483	
<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	3 903 437		3 903 437	128 755
<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	2 371 917	714 820	2 371 917	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>247 969 458</b>	<b>996 488</b>	<b>241 177 442</b>	<b>508 792</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>				
1,1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	195 866 326	698 350	194 509 264	137 860
- Versements à d'autres organismes agissant en France				
1,2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à d'autres organismes				
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>				
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	31 200	31 200	5 865	5 865
2,2 Frais de recherche d'autres ressources				
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	27 000 898		20 717 068	
<b>4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	18 006 384		18 006 384	
<b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	116 553		116 553	
<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	5 873 368	204 020	5 873 368	371 029
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>246 894 729</b>	<b>933 571</b>	<b>239 228 501</b>	<b>514 754</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>1 074 729</b>	<b>62 918</b>	<b>1 948 941</b>	<b>-5 962</b>

## Compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

La Fondation Leopold Bellan fait, au moyen de diverses actions de communication, une campagne de collecte auprès du public au cours de l'exercice 2025.

Par décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1er juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation. Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

La fondation considère que les legs et donations sont liés aux relations privilégiées nouées depuis de longue date avec les donateurs et qu'ils ne sont pas issus des campagnes liées à la générosité publique.

<b>COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b>		
<b>EMPLOIS PAR DESTINATION</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>		
1,1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	698 350	81 374
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0
1,2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	0	0
- Versements à d'autres organismes	0	0
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>		
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	31 200	18 317
2,2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	0	0
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>729 550</b>	<b>99 691</b>
<b>4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	0	0
<b>5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	204 020	199 646
<b>TOTAL</b>	<b>933 571</b>	<b>299 337</b>
<b>RESSOURCES PAR ORIGINE</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
1,1 Cotisations sans contreparties	0	0
1,2 Dons, legs et mécénat		
- Dons manuels	281 668	378 674
- Legs, donations et assurances-vis	0	0
- Mécénat	0	0
1,3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>281 668</b>	<b>378 674</b>
<b>2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	0	130 117
<b>3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	714 820	0
<b>TOTAL</b>	<b>996 488</b>	<b>508 791</b>
<b>EXCEDENT DEFICT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>62 918</b>	<b>209 455</b>
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>1 758 624</b>	<b>1 510 912</b>
(+) excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	62 918	-5 962
(-) investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public	-581 124	253 675
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>1 240 418</b>	<b>1 758 624</b>

## 7. AUTRES INFORMATIONS

### 7.1 Effectifs

	2025	2024
Collaborateurs cadres	412	421
Collaborateurs non cadres	2 297	2 255
<b>Effectif inscrit au 31 décembre</b>	<b>2 709</b>	<b>2 676</b>

### 7.2 Engagements hors bilan donnés

#### 7.2.1 Crédit-bail immobilier

Néant

#### 7.2.2 Emprunts garantis par des sûretés réelles

##### Engagements à la Société Générale :

Caution de 30 020 € au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) pour le bail de l'IMPro de Vayres sur Essonne.

##### Engagements à la Banque Nationale de Paris (BNP) :

Promesse d'affectation hypothécaire sur prêt initialement en faveur du Centre Augustin Grosselin 1 300 000 €. En 2015, cet emprunt a été réaffecté vers l'ESAT de Noyon et l'Hôpital Léopold Bellan. Le capital restant dû au 31/12/2025 s'élève à 149 470 €.

#### 7.2.3 Engagements pour indemnités de fin de carrière

Il a été procédé à l'évaluation des indemnités de fin de carrière pour tous les salariés en CDI inscrits à l'effectif de la Fondation au 31/12/2025 en appliquant les critères suivants :

- d'un départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- du taux de charges (sociales et fiscales) moyen applicable dans l'établissement sur l'année 2024
- du taux de turn-over moyen constaté sur l'année dans l'établissement
- des indemnités dues selon la convention collective de l'établissement et selon l'ancienneté théorique du salarié à ses 67 ans, sur la base du salaire moyen des 3 derniers mois pour le personnel relevant de la convention collective de 1951 et du salaire du mois de décembre 2024 pour celui de la convention de 1966.
- des tables de mortalité TF00-02 et TH00-02

**La valorisation des indemnités de fin de carrière au 31/12/2025 est estimée à 11 419 K€.**

**Le montant des sommes comptabilisées au 31/12/2025 pour les indemnités de départ en retraite s'élève à 7 972 K€.**

### **7.3 Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de la Fondation**

Les membres du Conseil d'Administration sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de la Fondation, ainsi qu'une assurance souscrite auprès de la compagnie AXA contre les risques d'accident.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

### **7.4 Valorisation bénévolat**

La Fondation n'a pas opté pour l'inscription en comptabilité des contributions volontaires qui représentent un caractère non significatif et qu'il est difficile d'évaluer de manière suffisamment fiable.

### **7.5 Régime fiscal**

La Fondation n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités, ni à la TVA, hormis l'activité immobilière et les sections commerciales des ESAT.

### **7.6 Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2025 facturés au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 205 K€ TTC.